

PRÉSENTATION ET SYNTHÈSE DU RAPPORT

Les Afghanes qui construisent la paix sous l'oppression

Enquête auprès de 461 femmes qui travaillent pour la paix et la sécurité en Afghanistan

Le rapport en bref

Qui

Le Georgetown Institute for Women, Peace and Security (GIWPS) et l'organisation afghane DROPS. Autrice principale : Syeda Haleema Hasan.

Quoi

Une enquête en ligne de 32 questions auprès de 461 Afghanes. Elle est tirée d'une enquête mondiale de 2 744 femmes dans 121 pays (2025).

Comment

Diffusion par le réseau de DROPS (32 provinces) et la plateforme Bishnaw-Wawra. Comparaison avec les femmes d'Asie du Sud et du monde.

Pourquoi

Donner la parole aux Afghanes : leurs choix, leurs difficultés, leurs besoins et leurs propositions pour le soutien international.

Cinq ans après le retour des talibans

5 ans

depuis le retour des talibans au pouvoir (août 2026)

160+

décrets qui restreignent les droits des femmes : éducation, emploi, santé, expression, circulation

181e

et dernière place sur 181 pays à l'indice Femmes, paix et sécurité

De nombreux spécialistes parlent d'apartheid de genre, sur fond de plus de quatre décennies de guerre.

Qui sont les répondantes

461

Afghanes interrogées

27 ans

en moyenne, soit 6 ans de moins qu'en Asie du Sud et 17 de moins que dans le monde

55 %

vivent en zone urbaine

68 %

des femmes déplacées ont quitté le pays (24 % en Asie du Sud)

Échantillon plus divers que la moyenne mondiale : 34 % se disent d'une minorité ethnique, 33 % d'une minorité religieuse, 13 % d'une minorité de genre, 10 % d'une minorité sexuelle.

Limite signalée : le format numérique favorise les plus jeunes, et beaucoup de militantes plus âgées ont quitté le pays.

Un travail sur plusieurs fronts



80 % travaillent dans plus d'un domaine

65 % se décrivent comme militantes, 37 % comme défenseuses des droits, 28 % comme artisanes de la paix

Bénéfices et risques du travail de paix

Bénéfices les plus cités

52 % impact positif sur la communauté

41 % meilleur bien-être mental

41 % sentiment d'utilité et confiance

Les moins cités : reconnaissance sociale (28 %) et accès aux ressources (20 %).

Conséquences les plus citées

41 % fatigue

39 % perte d'opportunités économiques

37 % aggravation de la santé mentale

Les moins cités : expulsion du pays (10 %) et emprisonnement (7 %).

Au total, les Afghanes déclarent moins de bénéfices personnels et plus de conséquences négatives que les femmes de la région et du monde.

Les effets du gel de l'aide américaine en 2025

47 %

épuisement chez elles ou chez leurs collègues

43 %

perte d'accès à des services dont elles dépendaient

42 %

licenciements dans leur organisation

6 %

seulement disent ne pas avoir été touchées

Les Afghanes déclarent ces effets plus souvent que les femmes du monde. Entre 2021 et 2025, les États-Unis ont fourni plus de 36 % de l'aide internationale à l'Afghanistan.

Peu de reconnaissance, mais pas d'abandon

Part des femmes qui se sentent très ou extrêmement valorisées par leur organisation



38 % ont déjà arrêté leur travail à cause des conséquences
(40 % en Asie du Sud, 18 % dans le monde)

La majorité dit que les risques ne la découragent pas.
Visibilité, soutien international et risques vont ensemble.

Où elles peuvent encore changer les choses



Face aux gouvernements, 27 % (local) et 22 % (national) disent n'avoir aucune capacité d'agir.

Ce dont elles ont besoin

Plus grands défis

56 % éducation

37 % pauvreté

29 % violence

Leviers du changement

52 % éducation et formation

40 % protections juridiques

32 % accès à l'économie

Attentes envers l'international

33 % soutien juridique

32 % renforcement des capacités

30 % financement à long terme

Peu choisis comme leviers : coalitions entre secteurs (4 %), soutien institutionnel (4 %), politiques de sécurité sensibles au genre (6 %). Côté collaboration, elles citent le dialogue régulier (53 %), l'accès des organisations locales aux fonds (52 %) et la conception commune des programmes (50 %).

Des services jugés de façon très contrastée

Le plus souvent jugés très efficaces

28 % programmes d'éducation

25 % santé générale

24 % santé des femmes

Le plus souvent jugés très inefficaces

25 % prévention des violences de genre

24 % initiatives juridiques et de justice

24 % transformation sociale et culturelle

11 % disent que les programmes d'éducation leur sont inaccessibles (0,6 % en Asie du Sud, 3 % dans le monde).

Les avis sont polarisés : le développement économique est jugé très efficace par 23 % et très inefficace par 23 %.

Les recommandations du rapport

Gouvernements et bailleurs

Ne pas normaliser le régime. Demander la reconnaissance de l'apartheid de genre comme crime international. Rétablir les financements et les verser directement aux organisations dirigées par des Afghanes.

Organisations internationales et ONG

Financer des programmes sur plusieurs années, conçus avec la société civile afghane. Soutenir l'éducation à l'intérieur et hors du pays. Surveiller tout détournement de l'aide par les talibans.

Société civile afghane

Documenter les besoins qui changent vite. Former des coalitions pour les protections juridiques. Renforcer les liens avec les Afghans en exil.

Nations unies

Créer un mécanisme où les Afghanes co-dirigent les discussions. Organiser des dialogues réguliers avec bailleurs et ONG. Soutenir une collecte de données détaillée.

Conclusion

La résilience des Afghanes ne remplace pas les moyens.

Les Afghanes ne sont pas des victimes passives : elles agissent à leurs risques pour la survie, l'éducation, la paix et leurs droits.

Le rapport appelle à financer les organisations locales avec souplesse, à porter leur plaidoyer sur la scène mondiale et à concevoir les programmes avec elles.